

LE DÉBAT INTERDIT

SORTIR DE L'EURO ?

POURQUOI ON EN PARLE

Un Français sur trois est pour l'abandon de la monnaie unique. Pourtant, les grands partis comme les médias occultent, nient et fuient le débat. "Marianne" a choisi de l'ouvrir, au risque de déplaire à certains.

PAR GÉRALD ANDRIEU



Un Français sur trois aujourd'hui se dit favorable à ce que « la France sorte de la zone euro et repasse au franc » (1). Mais silence dans les rangs ! Fin 2013, après « cinq années de crise économique et financière », près de la moitié de nos concitoyens considérait l'euro comme « un handicap » plutôt que comme « un atout » (2). Silence, déjà, dans les rangs ! Cet été-là, une étude, commandée par la Commission européenne elle-même, notait que le « soutien en faveur de l'euro » connaissait sa plus forte dégradation dans quatre pays de l'Union dont la France (3). Silence dans les rangs, encore et toujours !

Ne parlons pas de l'euro, n'en débattons pas sereinement. Puisqu'on vous dit que le plus fort de la crise est derrière nous ! Et qu'il importe si désormais 40 % des Français considèrent que « l'appartenance de la France à l'Union européenne » est une « mauvaise chose ». Tant pis si le doute n'est plus seulement installé chez les ouvriers et les salariés, et commence discrètement à gagner les retraités que l'on pensait réfractaires à une sortie de l'euro. Tant pis aussi si, chez les électeurs centristes, pourtant très europhiles, l'idée de revenir au franc fait une petite apparition. Qu'il importe donc si le « rêve européen » a aujourd'hui tout du cauchemar éveillé pour une grande partie du pays. Et qu'il importe, enfin, si l'abstention et le Front national, qui a fait de l'abandon de l'euro sa mesure phare, soient déjà promis à une victoire éclatante aux élections européennes de mai prochain. La plupart des

« grands » partis politiques continuent de fuir le débat. Et les médias, dans un conformisme et un dogmatisme affligeants, leur emboîtent le pas. Pour nos chères élites, l'euro est le tabou des tabous. Même si ce silence vient nourrir, par un effet boomerang, la défiance à l'égard de la monnaie unique.

Si ce débat ne peut et ne doit pas avoir lieu, c'est peut-être d'abord parce que nos dirigeants veulent y voir une idée marquée du sceau de l'extrême droite. Il faudrait donc ne pas y toucher. Trop sulfureux. Trop dangereux. Mais c'est oublier que l'on trouve des opposants à la monnaie unique sur tout l'échiquier politique. C'est oublier que la plupart des économistes et intellectuels prônant la sortie de l'euro, comme Jacques Sapir ou Frédéric Lordon, sont plutôt étiquetés à gauche (lire l'article, p. 14).

UNE RELIGION

Refuser la confrontation, argument contre argument, c'est aussi ne pas (vouloir) voir que la question de l'euro est devenue un « talisman » pour Marine Le Pen, comme l'explique Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop : « L'opposition à l'euro ne déclenche pas le vote en sa faveur, mais c'est un élément très important de distinction. Ça lui permet d'asseoir sa radicalité par rapport à l'UMPS, à l'"establishment". A côté d'elle, Mélenchon apparaît comme un révolutionnaire en peau de lapin ! Quand la moitié des ouvriers et la moitié des 35-49 ans sont favorables à la sortie de l'euro, ça devrait interroger les partis de gouvernement. »

Pas le Parti socialiste, apparemment. Pourtant, c'est bien Jean-Pierre Chevènement qui est venu tout récemment se faire applaudir à l'Assemblée par les députés PS

à l'occasion d'un grand oral sur... l'Europe ! Lui, Chevènement, qui considère que l'euro est « une monnaie surévaluée qui contribue puissamment à la désindustrialisation du pays ». Lui qui prône « une sortie de l'euro négociée » et le passage à « une monnaie commune ». Lui qui considère que, s'il n'y a pas de véritable débat sur le sujet aujourd'hui dans notre pays, c'est parce que « l'euro, explique-t-il à Marianne, est devenu une religion ».

Il faut croire qu'au sein du haut clergé socialiste, malgré les applaudissements, cette intervention du « Che » n'a eu que peu d'effet pour l'instant. Car, dans ses rangs, aborder la question de l'euro – serait-ce même pour le défendre – est devenu aussi inattendu qu'un trait de génie d'Harlem Désir. C'est dire... Fin novembre, le premier secrétaire du PS organisait à Paris un « grand meeting de la gauche » pour « défendre la République contre les extrémismes ». L'auditoire a eu droit, lors de son discours, à tous les effets de manches qu'impose un tel rassemblement : les citations de Blum et de Mandela, les « ça suffit » et les « c'en est assez » du racisme et de l'intolérance, etc. Mais, quand vint le moment d'évoquer la sortie de l'euro prônée par Marine Le Pen, le débat fut balayé d'une phrase et une seule : « Ses élucubrations sur la sortie de l'euro, ça ne réduit pas la dette » ! Circulez, braves gens, il n'y a rien à voir.

Au PS, éviter d'aborder le sujet de l'euro et de sa sortie est une fâcheuse habitude. La littérature est rare en ce domaine : le microscopique courant de La Gauche forte publie bien, dans quelques jours, un *Guide anti-FN* qui y répond de façon pédago par la négative (4). Mais au-delà... Dans le numéro de *la Revue socialiste* promettant de « passer au crible » le FN, sur 120 pages, cette >

REFUSER LA CONFRONTATION, C'EST AUSSI NE PAS VOIR QUE LA QUESTION EST DEVENUE UN « TALISMAN » POUR LE FN...

> question n'est abordée qu'une seule fois, sous la plume du député fabiusien Guillaume Bachelay (5), qui repatouille pour l'occasion des travaux qu'il avait déjà publiés en 2011 (6). Ses arguments ne sont pas toujours convaincants, comme lorsqu'il explique que, « avec le FN, une personne de 80 ans aurait dans son porte-monnaie une quatrième devise avec laquelle il lui faudrait se familiariser »... Mais au moins Bachelay, lui, en parle !

Pour Sarah Proust, secrétaire nationale chargée de la riposte, si la réponse du PS n'est que « partielle » sur ce sujet, c'est d'abord... la faute au FN : « La sortie de l'euro n'est pas un sujet fouillé au FN. Il n'est qu'effleuré. Sur son site, son programme économique tient en trois phrases. » Bref, l'euro ne serait qu'une « ligne prétexte » que le FN dégainerait sans cesse. Rien ne servirait donc d'y répondre de façon raisonnée... Il est plus simple, il est vrai, d'aller sur le terrain des seules valeurs, de se poser en défenseurs du camp du bien contre celui du mal. On connaît l'efficacité d'une telle posture...

LES RARES QUI EN PARLENT...

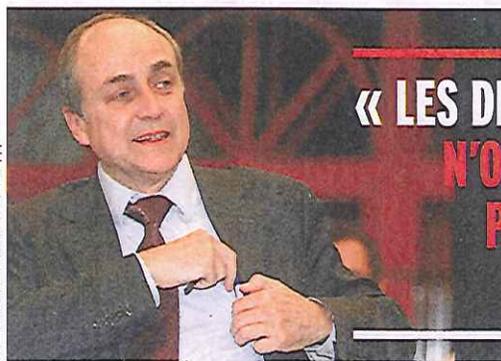
Si le PS est aphone, l'UMP n'est pas beaucoup plus en verve. Sollicités par *Marianne*, tous ses dirigeants ont passé leur tour. Que ce soit l'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires européennes de Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire, ou l'animateur de La Droite forte qui, dans sa jeunesse, a biberonné aux thèses souverainistes et anti-euro de Philippe de Villiers, Guillaume Peltier. Comme un aveu que ce débat est désormais interdit à droite.

Jacques Myard est bien le seul à avoir accepté de s'exprimer sur l'euro. Tout contre l'euro, cette monnaie qu'il considère comme « inadaptée » et « condamnée » ! Le député UMP des Yvelines enrage contre le « *dramatique aveuglement collectif* » qui touche ses amis et qui consiste à continuer à prier « *le petit Jésus euro* ». Pour lui, s'il n'y a pas de débat dans son camp comme dans l'ensemble de la classe politique,



denis allard / réa

« UNE MONNAIE SURÉVALUÉE QUI CONTRIBUE À LA DÉSINDUSTRIALISATION DU PAYS. » JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT



« LES DIRIGEANTS COMMUNISTES N'ONT PAS VOULU ENTENDRE PARLER DE RUPTURE AVEC L'EURO ». JACQUES GÉNÉREUX

« ON EST DONC SOMMÉ D'Y CROIRE AVEUGLÉMENT, COMME CERTAINS ONT CRU EN STALINE ET MAO ! »

NICOLAS DUPONT-AIGNAN



denis allard / réa

c'est que, « ayant tous fait leur carrière sur l'euro, ils ne peuvent pas se dédire. Ils sautent sur leur chaise comme des cabris en disant "L'euro, l'euro, l'euro", mais aujourd'hui ils ne sont plus que des boucs impotents »...

Cette analyse, Florian Philippot, vice-président du FN, la partage. La comparaison animalière en moins : « Si les responsables politiques, de droite comme de gauche, continuent à nous expliquer qu'il faut sauver le soldat Euro, c'est parce qu'une génération entière de politiques s'est

trompée et a trompé tout un peuple. Mais, si ce débat n'a pas lieu dans les émissions télé grand public, il a lieu tout de même entre économistes, sur Internet et dans la société. Parce que, pour les gens, il ne fait aucun doute qu'il est impossible de gérer un pays sans pouvoir actionner le levier de la monnaie. »

Pour le chef de file de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, l'absence de véritable confrontation entre représentants politiques sur le sujet est aussi due

au fait que l'euro est devenu « un dogme, une croyance » : « On assimile l'euro à l'Europe et l'Europe à la paix. On est donc sommé d'y croire aveuglément comme certains ont cru en Staline et Mao ! » Dupont-Aignan note d'ailleurs que l'argumentaire des proeuro a changé. Comme si la foi des fidèles commençait à s'éroder : « Ce n'est plus "L'euro, ça marche", mais "Si on en sort, c'est la catastrophe". » L'euro ou l'apocalypse de l'inflation, la monnaie unique ou le Golgotha du pouvoir d'achat, la paix ou la guerre, la vie ou la mort... Si notre avenir se résume à des choix aussi binaires et enthousiasmants, on comprend mieux pourquoi le débat d'idées constructif n'a pas sa place ! Mais Dupont-Aignan va plus loin et explique que les banques, elles aussi, ont intérêt à étouffer le sujet : « Il ne faut pas sous-estimer leur poids dans cette histoire. D'ailleurs, beaucoup de gens dans les milieux d'affaires, au sein de l'oligarchie, beaucoup d'économistes sont pour la sortie de l'euro. Mais ils ne peuvent pas le dire publiquement, sinon les banques mettraient fin à leurs contrats. »

Aller contre les intérêts des banques, repolitiser un sujet aussi important que celui de la monnaie, il en est un que cela aurait dû séduire : Jean-Luc Mélenchon. Las, pendant la campagne, le candidat du Front de gauche n'ira jamais jusqu'à remettre en cause l'euro en tant que tel. Ce qu'Oskar Lafontaine, le fondateur de Die Linke, parti qui a inspiré Le Parti de gauche, a osé proposer en Allemagne, son « disciple » en France en fut donc incapable. Mélenchon

se contenta, en 2012, de reprendre en boucle ce qu'on trouvait dans le programme du Front de gauche : « La France proposera une refonte des missions et des statuts de la Banque centrale européenne » et ne s'interdira pas d'entrer en « désobéissance », en refusant d'« appliquer des directives » européennes.

C'est que, du côté de la gauche de la gauche, on sait aussi entrer discrètement les débats. A en croire Jacques Généreux, l'économiste en chef du Parti de gauche, « les dirigeants communistes n'ont pas voulu entendre parler de rupture avec l'euro ». « Ils ne voulaient pas fâcher les socialistes et perdre des postes en échange, confie-t-il à Marianne, C'est pourtant ce qu'on aurait dû mettre dans le programme du Front de gauche. On aurait dû écrire noir sur blanc : "Si les négociations avec nos partenaires de l'Union pour refonder le projet européen n'aboutissent pas, s'il n'est pas possible de redonner de l'autonomie à la Banque de France sans sortir de l'euro, alors oui, in fine, nous n'hésiterons pas à sortir de l'euro." » Mais « Méluce » n'a jamais eu l'occasion de défendre ce que Généreux appelle « la stratégie du coup de force », ses propres alliés communistes ayant réussi à lui tordre le bras ! « C'était un défaut majeur de notre programme à la présidentielle, regrette Généreux, Jean-Luc [Mélenchon] a été bridé pendant toute la campagne. D'autant que, en face, le FN porte la position la plus en phase avec le sentiment du moment. Il porte le slogan de la colère populaire, et ça marche dans les urnes : Marine Le Pen et le FN apparaissent comme les seuls

capables de défendre les ouvriers, même si leur façon de sortir de l'euro est profondément incohérente. »

JEU DE QUILLES

Déjà en 1997, comme le rappelle justement le journaliste Aurélien Bernier dans son récent ouvrage *La Gauche radicale et ses tabous* (7), le PCF, sous la houlette de Robert Hue, brada son combat contre la monnaie unique pour mieux rejoindre le gouvernement de Lionel Jospin. Jean-Luc Mélenchon a donc vécu un bégalement de l'histoire et un nouvel enterrement en catimini du débat sur l'euro en échange de quelques ronds de serviette...

Gauche et droite ayant abdiqué, le salut, pensait-on, pouvait venir des centristes. Même pas ! Jean-Louis Bourlanges, ancien vice-président de l'UDF, le pressent déjà. Lui qui est un défenseur affiché de la monnaie unique considère qu'« il n'y aura pas de vraie campagne européenne ». « Le seul parti qui aurait pu en parler, c'est L'Alternative [fruit de l'alliance de l'UDI de Borloo et du MoDem de Bayrou]. Mais il aurait fallu mener campagne sur l'Europe de novembre à fin janvier. Là, c'est trop tard. Au mois d'avril, il ne sera question que des conséquences des municipales : des triangulaires, du PS, de l'UMP, du FN... Début mai, on va entrer dans les élections comme un chien dans un jeu de quilles ! » Le débat d'idées, plein et entier, sur l'Europe et sa monnaie en sortira laminé. Une fois de plus... ■ G.A.

(1) 33 % (+5 points par rapport à 2013) selon un sondage Ipsos/Steria de janvier 2014.

(2) 47 % (20 % estimant que c'est un « atout ») selon un sondage Ifop de novembre 2013.

(3) - 7 points selon l'Eurobaromètre standard de juillet 2013.

(4) Libro, février 2014.

(5) « Le FN passé au crible », *la Revue socialiste* n° 52, 4^e trimestre 2013.

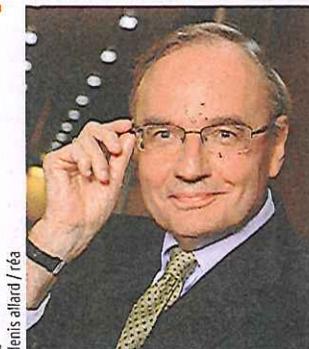
(6) *Réagissez ! Répondre au FN de A à Z*, de Guillaume Bachelay et Najat Vallaud-Belkacem, éd. Jean-Claude Gawsewitch, 2011.

(7) Seuil, 2014.

Voir aussi p. 90, la chronique de Nicolas Domenach :

« Euro : des billets pour nulle part ».

« IL N'Y AURA PAS DE VRAIE CAMPAGNE EUROPÉENNE. LES SEULS QUI AURAIENT PU EN PARLER, CE SONT LES CENTRISTES. » JEAN-LOUIS BOURLANGES



denis allard / réa

DES INTELLECTUELS OSENT EN DISCUTER

Là où les politiques se montrent frileux, des économistes comme Jacques Sapir ou Frédéric Lordon, le sont moins. Pour eux, le débat sur l'euro n'est pas tabou. PAR AUDE LANCELIN



denis allard / rea

A l'époque où nous sommes, une année fait parfois l'ouvrage d'un siècle », s'enthousiasmait Hugo, en 1849, au sujet des progrès rapides de l'idée d'Europe. Le poète misait alors sur le rapprochement entre les peuples pour remplacer les boulets de canon par les urnes. Aujourd'hui, en 2014, à la veille d'élections européennes à haut risque, rares sont les intellectuels d'envergure à soutenir une telle vision. A l'exception d'un philosophe comme l'Allemand Jürgen Habermas, figure de proue d'une école de Francfort exténuée, et de quelques grands noms de la gauche radicale française qui, d'Alain Badiou à Etienne Balibar, considèrent qu'un repli sur le national ouvrirait inexorablement la voie aux droites extrêmes déjà réar-

UN NOUVEAU COURANT DE PENSÉE rompt avec le credo dominant à gauche et affirme que l'Europe n'a pas réussi à protéger les peuples. Seul un retour au protectionnisme permettrait de résister aux oligarchies financières. (Ici, l'affiche du Parti socialiste lors du référendum sur la Constitution européenne, en 2005.)

mées à l'échelle du continent entier, le désenchantement sur l'idée d'Europe est total, et le souverainisme, autrefois ringardisé, cantonné au périmètre étroit de la mélancolie chevènementiste, se pare de séductions hier encore inconcevables.

Toute une génération nouvelle se lève en effet à gauche, de Cédric Durand, économiste de 39 ans, à Aurélien Bernier, même âge, ancien militant d'Attac et auteur ce mois-ci de *la Gauche radicale et ses tabous* (Seuil), pour constater que l'Europe n'aura en rien protégé les peuples, pour envisager un retour transitoire à l'échelon français et réhabiliter l'idée de protectionnisme comme seul levier de résistance aux oligarchies financières. Ainsi Cédric Durand appelait-il, le 7 janvier dernier, dans

un texte intitulé « Désobéir à l'Union européenne »*, cosigné avec Razmig Keucheyan, autre jeune historien des idées, à rompre avec une Europe « néolibérale et non démocratique » depuis ses origines. De son côté, Aurélien Bernier interpelle aujourd'hui durement le Front de gauche, mal à l'aise sur ces questions, affirmant que ce sont les généreuses niaiseries européennes de Mélenchon et ses amis qui sont responsables de leurs défaites à répétition face au FN.

DES IDIOTS UTILES ?

Pour toute une vieille extrême gauche internationaliste, électoralement incarnée façon « peau de chagrin » par le NPA et Lutte ouvrière, la percée de ces idées est vécue comme un désastre. A l'en croire, ces nouveaux chercheurs ne sont rien d'autre que les idiots utiles de forces xénophobes qui ne tarderont pas à tomber leur faux-nez. Au sein d'Attac, le combat ne fait que commencer, de même que chez Les Economistes atterrés, groupe fondé en 2011 en réaction au discours *mainstream* sur la rigueur, et qui a déjà connu des scissions sur ce thème.

Force est toutefois de constater que le rayon paralysant lepéniste fonctionne aujourd'hui de moins en moins. Cette réouverture du débat, c'est à un certain nombre d'intellectuels de poids, indiscutablement apparentés à la gauche, qu'on le doit. Ainsi de Jacques Sapir, partisan d'une dissolution de la zone euro très écouté depuis 2010, ou d'Emmanuel Todd, qui mène depuis la primaire socialiste un combat médiatique crucial pour l'idée de démondialisation et contre les éditocrates eurobéats. Décisif entre tous dans le rôle de grand décontaminateur de l'idée de nation, l'économiste Frédéric Lordon, collaborateur du *Monde diplomatique*, dont le prochain livre, très attendu, *la Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique* (les Liens qui libèrent), appellera fin mars à une sortie de l'euro, et plus profondément à un abandon de l'antonomie, mortelle pour la gauche, entre nationalisme et internationalisme. ■

* Revue Regards.

"UN VEAU D'OR FRANÇAIS"

PAR EMMANUEL TODD, HISTORIEN ET ANTHROPOLOGUE



Vue de Washington ou de Tokyo, la zone euro est le trou noir de l'économie mondiale. Il faut en sortir. Aux élections européennes, l'abstention sera la seule arme contre le FN et les européistes.

Marianne : A quel moment s'est formée votre conviction selon laquelle nous devons sortir de l'euro ?

Emmanuel Todd : J'ai commencé par dire qu'il ne fallait pas y entrer. Quand débute le débat sur Maastricht en 1992, je suis en train d'étudier la divergence des sociétés industrielles sur l'immigration - France, Allemagne, Grande-Bretagne -, où je mesure des taux de mariages mixtes très différents. Je n'imagine pas ces nations dans une monnaie unique, je vote non. Le oui l'emporte. Je m'intéresse alors à la façon dont l'euro dysfonctionne, et, bon citoyen, je milite pour un protectionnisme européen capable de sauver cette monnaie mal pensée. Dans *Après l'Empire* (2002), j'ai de grands projets d'unité franco-allemande, j'écris que la France devrait partager avec l'Allemagne son siège au Conseil de sécurité. Enfin, vers 2009, influencé par la

lecture d'économistes *mainstream* comme Xavier Timbeau et Patrick Artus, j'admets que l'Allemagne est sur une trajectoire nationaliste et utilise l'euro pour détruire ses partenaires. Nous devons sortir de ce rapport monétaire sadomasochiste avec l'Allemagne.

Même les économistes qui souhaitent la sortie de l'euro évoquent un recul provisoire du niveau de vie et une grosse déstabilisation... Pensez-vous que les peuples soient prêts à accepter cela, même transitoirement ?

E.T. : Jusqu'ici les peuples étaient tenus par la peur, celle de perdre leurs économies, notamment. Beaucoup de gens s'imaginaient jusqu'à il y a très peu de temps qu'ils avaient plus à perdre qu'à gagner à un choc chirurgical monétaire. Mais les choses changent car le niveau de

vie a commencé à baisser. Il y a un élément magique dans la monnaie. Les gouvernants français, intellectuellement, ne sont pas au niveau. Ils n'ont pas lu Knapp, indispensable auteur allemand d'une *Théorie étatique de la monnaie* (1905), que Keynes avait fait traduire. Nos benêts d'énarques n'ont jamais envisagé les conséquences concrètes du transfert de souveraineté monétaire en Allemagne. Une sortie de l'euro provoquerait certes une désorganisation temporaire mais, surtout, des effets économiques bénéfiques et rapides, avec en prime une révolution sociale, le nettoyage d'élites mal formées, vieillissantes, archaïques, quelque chose de comparable à ce qui s'est passé en 1945.

Pourquoi le débat sur la sortie de l'euro prend-il aussi peu chez les politiques, notamment au PS ou au Front de gauche ?

E.T. : L'euro ne marchera jamais. Il n'y a guère qu'en France qu'on ne s'en rend pas compte. Les non-débats hexagonaux sont fastidieux, les dirigeants français sont fades (Hollande, Moscovici, Fabius, Mélenchon, Juppé, Bayrou, etc.), et je me suis remis à voyager. Vu de Washington, de Tokyo ou de Berne, la zone euro est le trou noir de l'économie mondiale, l'un des deux grands facteurs dépressifs planétaires, l'autre étant l'excédent commercial chinois. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon font des politiques de relance monétaire et regardent d'un air navré l'euro, cette construction archaïque, qui interdit toute relance monétaire à la France. La Suisse, quant à elle, achète à n'importe quel taux des bons du Trésor français libellés en euros pour empêcher la hausse du franc Suisse. Eh oui, c'est cela que nos dirigeants appellent « la confiance des marchés » ! Quels cons ! De véritables cocus monétaires !

L'échec de l'euro a déjà des effets géopolitiques. Pas seulement l'effondrement de l'influence française à l'intérieur et à l'extérieur de la zone, mais aussi une perte d'influence de l'Europe entière. La Russie se sent assez forte pour tenter de >

« C'EST CE QUE NOS DIRIGEANTS APPELLENT "LA CONFIANCE DES MARCHÉS" ! QUELS CONS ! »

L'EURO, UNE CONSTRUCTION ARCHAÏQUE

qui interdit toute relance monétaire à la France. Une pénalité de plus face à nos concurrents britanniques, japonais ou américains. (En photo, la Bourse de New York.)



christopher gregory / the new york times - redux - rea

➤ reprendre le contrôle de l'Ukraine parce que l'Europe, ravagée par l'austérité germanophile, n'exerce plus une force d'attraction suffisante.

Mais alors, je vous repose la question : pourquoi cette paralysie de la classe politique française sur la question ?

E.T. : Je relis *Astérix* en ce moment. C'est excellent pour comprendre l'attachement à l'euro des élites françaises. Il s'agit tout simplement d'un provincialisme de petit village gaulois. Des Gaulois qui auraient choisi de se soumettre aux Goths ! [Rires]

Le discours sur l'euro se teinte désormais bizarrement d'une nuance franchouillarde. Ce qui m'a frappé, et choqué, je dois le dire, dans la conférence de presse du vice-chancelier Hollande, c'est son appel inattendu et incongru au patriotisme français. Il a du reste associé ce patriotisme à la nécessaire collaboration avec l'Allemagne. Question pour jeu télévisé : qui a déjà fait ça dans l'histoire ? Pourtant, la conférence de Hollande m'a rempli d'espoir. Bon, on voyait qu'il se sentait bien, heureux de son nouveau statut de sex-symbol, mais j'ai senti une tension, du pathos, quand il s'en est pris aux « extrémistes » qui veulent la fin de l'euro. Pour comprendre cette émotion, il faut voir la nature religieuse de l'euro, veau d'or, monnaie sacrificielle. L'ébranlement d'une croyance religieuse s'accompagne toujours d'une résistance intérieure qui engendre des fondamentalismes de transition : jansénisme, islamisme, intégrisme monétaire hollandiste. Je sens chez Hollande un ébranlement dans les couches profondes, préconscientes. Son inconscient sait, et il a peur. Peur de perdre sa foi, peur peut-être d'être un jour accusé de non-assistance à nation en danger. Le concept d'immunité semblait aussi le passionner.

En matière d'ultime argument, les partisans du TCE s'étaient appuyés, lors du référendum de 2005, sur la nécessaire sauvegarde de la paix entre les peuples européens.

Aujourd'hui, on voit la haine monter partout, notamment entre la Grèce et l'Allemagne...

E.T. : Durant un symposium sur le libre-échange à Kyoto, écoutant un économiste japonais, j'ai admis la simplicité de ce qui nous arrivait. Celui-ci voyait l'étalon-or et la fixité des changes comme la condition d'une compétition maximale entre nations. On nous vend l'euro comme un espace de protection contre la mondialisation. Mais la monnaie unique, en interdisant, comme l'étalon-or, la dévaluation, définit une zone d'affrontement maximal, une guerre économique. Sortir de l'euro, c'est la paix. Cessons cette guerre ridicule avec l'Allemagne.

Vous avez récemment commencé à appeler à l'abstention aux prochaines européennes. Quel est votre pronostic pour ces élections ?

E.T. : Le verrouillage de la question monétaire par les oligarchies partisans crée un sentiment d'impuissance. Le Front national, dont la fonction est en fait de sécuriser le système, souille toutes les solutions économiques raisonnables. Mais les élections européennes nous offrent un puissant moyen d'action. L'idéologie européenne a mis en place une institution bidon, le Parlement européen, feuille de vigne du pouvoir réel. Le Parlement se prétend incarnation de la démocratie au moment même où la machine européenne devient la domination implacable des petites nations du Sud par les nations plus puissantes situées au Nord. Les députés européens ne servent à rien, même s'ils sont eux-mêmes très motivés pour être élus : une mandature de cinq ans à ne rien faire, rémunérée 10 000 € par mois (impôts déduits, primes intégrées) leur permettra d'acheter un appartement ou une maison de campagne. Les citoyens français peuvent refuser d'entrer dans ce jeu dégradant. S'abstenir, ce sera voter à la fois contre les partis européistes et contre le FN. Au-dessus d'un certain niveau, le taux d'abstention vaudra référendum. Le ridicule tuera l'idéologie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AUDE LANCELIN

"TUER CETTI

PAR PHILIPPE VILLIN, BANQUIER D'AFFAIRES



c. beaugard / challenges-rea

Présenté comme la panacée économique, l'euro a accentué les disparités entre les Etats membres. Il a ruiné l'Europe du Sud en assurant les exportations des pays du Nord.

Marianne : Pourquoi n'entendons-nous plus les proeuro ?

Philippe Villin : Les chantres de la monnaie unique sont en effet bien silencieux. Ils criaient : « *Vive l'euro censé guérir tous les maux !* » Aujourd'hui, ils se taisent et se terrent. Parce qu'ils ont menti aux Européens : ni la croissance ni l'emploi n'ont été au rendez-vous, sauf en Europe rhénane. A la place, nous avons assisté à l'écroulement des économies et à la montée du chômage. Face à ce désastre, ils ne savent que menacer : « *L'arrêt de l'euro fera tout exploser.* » Sans rien démontrer.

Déjà au moment de Maastricht, tout l'establishment disait oui à l'euro, à l'exception de Jean-Pierre Chevènement, de Philippe Séguin – et de moi. Qu'importe que la théorie et l'histoire économiques aient démontré qu'une monnaie unique dans une zone où les économies ont des niveaux de productivité différents aboutit progressivement à la capture de la production de richesses par la zone la plus développée. Tous, jusqu'à la plupart des universitaires, se sont assis sur leur savoir pour louer l'euro. Une hallucination collective. Et ce qui devait arriver est arrivé : l'Europe rhénane a pillé les autres zones, France comprise.

FUNESTE MONNAIE"

Faut-il y voir l'une des causes des difficultés actuelles d'un groupe comme Peugeot-Citroën ?

P.V. : Oui, bien sûr. Jusqu'au franc fort, la production automobile française était spécialisée dans l'entrée et le moyen de gamme, l'allemande, dans le haut de gamme, et elles étaient équivalentes. Un franc plus faible que le Mark et dévaluable nous permettait de vendre nos petites et moyennes voitures en France et en Allemagne, les Allemands vendant essentiellement leurs grosses voitures chez nous. Avec l'euro, cet avantage de change a disparu. Les Allemands ont pu envahir le marché français et nous chasser

d'Allemagne. Notre production de voitures a été plus que divisée par deux ! Un suicide. Cyniquement, les dirigeants de Renault ont anticipé et fermé leurs usines françaises, à la différence de ceux de Peugeot-Citroën, qui en crèvent. Pour sauver la marque, il faudrait détruire l'euro. François Hollande, comme ses prédécesseurs, a gardé l'euro. Il sacrifiera donc l'auto, en jetant au chômage des centaines de milliers de Français.

L'euro a ruiné l'Europe du Sud : elle est incapable de vivre avec une monnaie forte, son industrie ou son tourisme en pâtissent trop. La prétendue reprise espagnole s'effectue avec un jeune sur deux au chômage ! L'Italie et la France

UNE VICTIME : LA BALANCE COMMERCIALE

Un franc plus faible que le Mark et dévaluable nous permettait de vendre nos voitures en France et en Allemagne. Avec l'euro, la production a été plus que divisée par deux. (Ici, des employés de PSA le 20 septembre 2012.)

« POUR SAUVER PEUGEOT-CITROËN, IL FAUDRAIT DÉTRUIRE L'EURO. »

crèvent à feu continu d'une surévaluation de l'euro par rapport aux grandes monnaies du monde et ne peuvent plus compenser leur écart de productivité avec l'Europe rhénane par des dévaluations. Dans quelques années, nous serons « à poil ». Et lorsque les citoyens comprendront que les élites européennes les ont ruinés avec l'euro au profit de l'Europe du Nord, ils se révolteront, mais il sera trop tard...

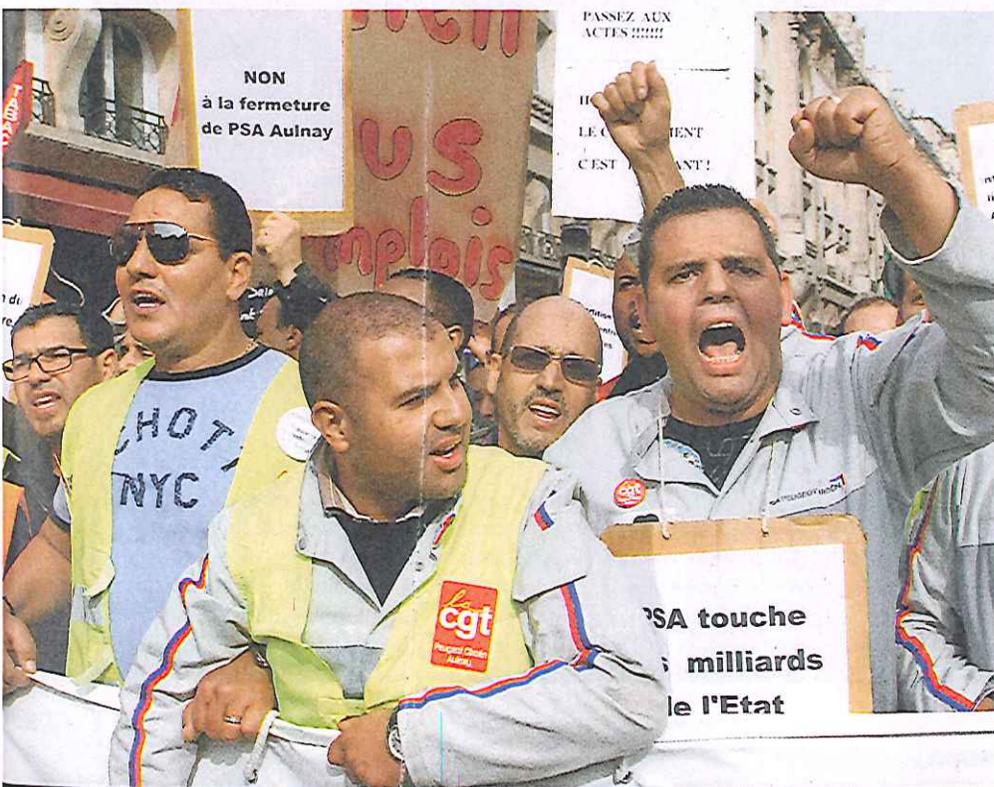
Peut-on exiger de l'Allemagne une politique différente ?

P.V. : En réalité, l'Allemagne ne soutient, du bout des lèvres, les pays du Sud que pour mieux les piller. On a raté l'occasion de faire disparaître l'euro il y a deux ans, quand les Allemands et les élites européennes ont préféré garantir les dettes de l'Europe méditerranéenne - Paris garantit d'ailleurs presque autant que Berlin -, quitte à s'asseoir sur le traité pour mieux assurer sa pérennité. Ainsi, l'Allemagne continue à profiter de l'euro pour la grande exportation à une parité plus faible que ne l'obtiendrait son Mark, et l'Europe du Sud continue à crever en achetant des produits allemands, sans exporter les siens. L'Allemagne n'est pas prête à faire baisser le niveau de l'euro, et pas plus François Hollande que ses devanciers ne l'ont exigé. Nous allons encore suffoquer longtemps sous ce diktat.

Reste la disparition pure et simple ?

P.V. : Oui, elle s'impose. Sans dévaluation, la France ne peut pas retrouver sa compétitivité avec l'Europe rhénane pour la grande exportation. Si l'euro n'existait plus, le franc vaudrait entre 1 et 1,10 dollar et le Mark, probablement de 1,60 à 1,70 dollar. Nous serions sauvés, à condition aussi d'entreprendre les réformes structurelles qui s'imposent. Combien de millions de chômeurs devrions-nous accepter avant qu'un politique n'ait enfin le courage de tuer cette funeste monnaie ? ■

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL LÉVY



MA VIE SANS L'EURO, MODE D'EMPLOI

L'apocalypse. Pour Jean Quatremer, le correspondant de *Libération* à Bruxelles, à moins que ce ne soit l'inverse, comme le charrient certains confrères, la chose est entendue : l'éclatement de la zone euro est de l'ordre de la fin du monde. Ce que confirmeraient « tous les économistes sérieux », dit-il. Implosion, sortie coordonnée ou même séparation de la zone entre Nord et Sud, aucune de ces hypothèses, qui relèvent pourtant du possible, donc du probable, ne saurait être envisagée. Et pourtant, dans tous les ministères des Finances de la zone, comme dans tous les services de recherche et de gestion des risques des grands établissements financiers, tout le monde planche dessus. Il est quand même rassurant que l'aspect opérationnel de la question soit envisagé, voire préparé... au cas où. Les cas de *currency split*, de séparation monétaire, y sont étudiés à la loupe, comme celle de la couronne de la Tchécoslovaquie, coupée en deux en 1993.

Marianne a mis face à face un scénario noir et un scénario plus clément d'une sortie contrôlée de l'euro. Du prix du pain à l'endettement du pays, voici quelques-unes des conséquences pour la France dans les deux cas.

RISQUE-T-ON UNE EXPLOSION DE LA DETTE DE LA FRANCE ?

Scénario noir

Reconvertie en francs, la dette de la France devrait supporter la nouvelle parité entre l'ancienne et la nouvelle monnaie. Si l'on applique

Apocalypse ou "paradis" retrouvé ? De nombreuses études se penchent sur la sortie de l'euro. Pour la France, quels scénarios possibles ? Petit aperçu... contrasté ! PAR EMMANUEL LÉVY



randy / iris / corbis

une dévaluation de 20 % à l'euro-franc face à l'ancien euro, la dette nominale pourrait instantanément progresser du cinquième de sa valeur, soit jusqu'à 400 milliards d'euros-francs, et atteindre donc l'équivalent de 2 400 milliards d'euros-francs.

Scénario rose

C'est une règle de droit international qui a opportunément refait surface. La *lex monetae* change complètement le cadre d'analyse. Un Etat considéré comme souverain a le droit de modifier unilatéralement l'unité de compte de sa dette et d'en fixer la parité. A condition que les contrats liés à cette créance soient libellés dans le droit du pays, ce qui est le cas de 95 % des emprunts d'Etat français qui supportent le gros de notre dette. Il

suffit que l'Etat dise « 1 euro-franc égale 1 € » pour que ce soit le cas. Du moins le jour de la conversion. Dès le lendemain, une nouvelle parité s'imposerait. Ce sont donc les détenteurs de la dette qui supporteraient la dévaluation. Evidemment, les marchés n'aimeraient pas. Il est fort probable qu'apparaîtrait alors une hausse des taux d'intérêt auxquels la France se finance. Et ce qui est vrai pour l'Etat l'est aussi pour ses résidents, les entreprises comme les ménages.

ET MA BAGUETTE ?

Scénario noir

Dans une note de juillet 2010 consacrée à la sortie de l'euro, la banque néerlandaise ING estime que l'inflation en France serait relativement contenue, quand elle monterait à deux chiffres pour les pays du Sud comme la Grèce ou le Portugal. Dans ce scénario, les prix n'évoluent pas tous dans le même sens. Pour que l'inflation reste faible dans notre pays, il faudrait que le prix des biens importés, comme le pétrole, progresse sensiblement. A l'inverse, celui de la baguette en euro-franc pourrait reculer. D'autres études évoquent, elles, une envolée généralisée des prix, avec des progressions à deux chiffres.

Scénario rose

La dévaluation de l'euro-franc vis-à-vis des principales monnaies, dont le dollar et l'euro-mark, génère une inflation dite « importée », via les biens et les services que la France achète à ses partenaires : pétrole, machines-outils, informatique, etc. D'après les calculs de la Fondation Res Publica, un club de réflexion proche des chevènementistes, la hausse des prix atteindrait jusqu'à 6 % par an durant deux années. La note évoque un aspect positif à cette poussée inflationniste : les taux réels, autrement dit le loyer de l'argent après inflation, pourraient devenir négatifs, c'est-à-dire favorables non pas aux prêteurs mais aux emprunteurs. Une telle

situation permettrait de relancer fortement l'investissement, pour peu que l'importante épargne des Français ne fuie pas à l'étranger.

QUID DES BANQUES ET DE MES ÉCONOMIES ?

Scénario noir

L'explosion non coordonnée de la zone euro conduirait à une gigantesque défiance vis-à-vis des établissements financiers. Les banques françaises n'échapperaient pas à la règle. Dans le scénario imaginé par la banque suisse UBS en 2010, une panique bancaire s'empare des pays d'Europe du Sud, les épargnants cherchant à placer leurs euros dans les pays du Nord, Allemagne en tête. On assisterait donc à un effondrement quasi total du système bancaire, au coût quasi infini. Reste la garantie de l'Etat sur les comptes jusqu'à 100 000 €. Dans ces conditions, la France serait amenée

LE BAS DE LAINE DES FRANÇAIS ? PAS DE RISQUE. TOUTEFOIS, LE CAPITAL DES ASSURANCES VIE POURRAIT ÊTRE AMPUTÉ DE 10 %.

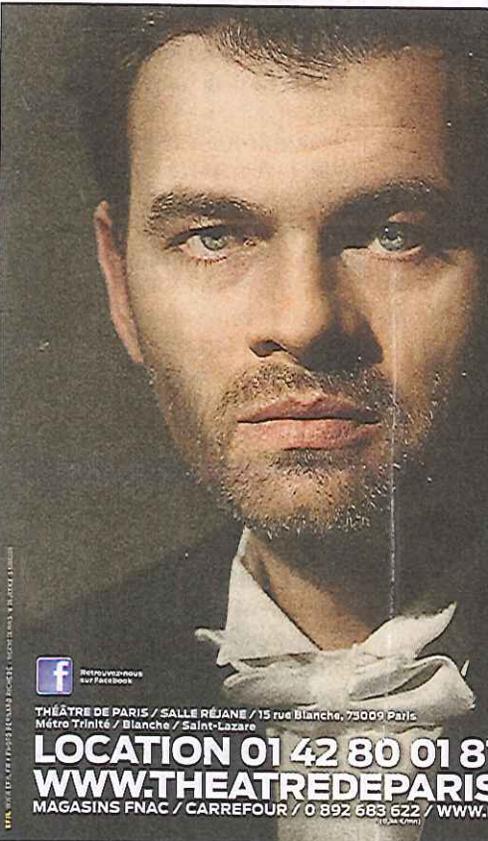
à nationaliser quasiment toutes ses banques.

Scénario rose

Le coût pour les banques serait compris entre 3,5 et 5,5 milliards d'euros, selon l'hypothèse développée par Res Publica. C'est une minifactory au regard des risques, ne serait-ce qu'opérationnels (les millions de lignes que les banques vont devoir recalculer), du *currency spilt*. Elle n'est envisageable qu'à la seule condition d'une mise sous tutelle par l'Etat du secteur financier, avec à la clé un contrôle des

changes, durant toute la période de transition.

Le bas de laine des Français ? Pour plus de la moitié d'entre eux, l'épargne financière n'excède pas 10 000 € et elle est le plus souvent investie dans des produits simples ou garantis par l'Etat comme le Livret A. Pas de risque, donc, de la voir s'évaporer. Les plus exposés sont les ménages qui ont placé des avoirs dans les pays du Sud – ils sont rares – ou ceux, plus nombreux, qui disposent d'assurances vie et dont le capital pourrait être amputé jusqu'à 10 %. ■



THÉÂTRE DE PARIS
SALLE RÉJANE

En accord avec DBP, ARTS LIVE ENTERTAINMENT, PASCAL LEGROS PRODUCTIONS et LE THÉÂTRE DE PARIS présentent

LA CLOVIS CORNILLAC CONTRE -BASSE

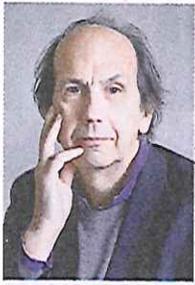
UNE PIÈCE DE PATRICK SÜSKIND
MISE EN SCÈNE & LUMIÈRES DANIEL BENOIN
DÉCORS JEAN-PIERRE LAPORTE
COSTUMES NATHALIE BÉRARD-BENOIN

THÉÂTRE DE PARIS / SALLE RÉJANE / 15 rue Blanche, 75009 Paris
Métro Trinité / Blanche / Saint-Lazare

LOCATION 01 42 80 01 81
WWW.THEATREDEPARIS.COM
MAGASINS FNAC / CARREFOUR / 0 892 683 622 / WWW.FNAC.COM

Revenez nous sur Facebook

ARTS LIVE ENTERTAINMENT
PASCAL LEGROS
fnac
Marianne
musique
paris ile-de-france
3



marita nascimento / réa

"NE COMMETTONS PAS LES FAUTES DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES"

PAR ANDRÉ ORLÉAN*

Sans l'euro, la France serait libre de mener des politiques économiques à la hauteur de ses difficultés. Mais quitter la monnaie unique n'aurait d'intérêt qu'en tournant le dos à la logique néolibérale.

Marianne : L'an dernier, François Hollande expliquait que la crise de la zone euro était « derrière nous ». Les faits semblent donner raison au président : l'Espagne comme l'Italie ou la Grèce se financent de nouveau sur les marchés à des taux acceptables. La crise n'était donc que conjoncturelle ?

André Orléan : On ne peut que se réjouir de la baisse que connaissent les taux d'intérêt des dettes publiques espagnole, grecque, italienne ou portugaise depuis plusieurs mois. Pour autant, peut-on dire que la crise est « derrière nous » ? Gardons à l'esprit que cette amélioration a essentiellement pour origine les déclarations de Mario Draghi du 6 septembre 2012 annonçant que, désormais, la Banque centrale européenne (BCE) se portera acquéreur des dettes souveraines des pays en difficulté de la zone euro et cela, d'une manière illimitée. C'est ce que la BCE a appelé le programme des opérations monétaires sur titres (OMT). Cette annonce a calmé l'extrême nervosité des marchés financiers. Elle démontre une fois de plus le lien étroit entre la dette publique, la monnaie et l'exercice de la souveraineté, lien qui

semble avoir été totalement ignoré des concepteurs de l'euro.

Peut-on pour autant penser que le programme des OMT soit la solution aux problèmes de l'euro ? C'est difficile à croire dans la mesure où les « réticences » allemandes à son égard continuent d'être très fortes, comme en témoigne la plainte portée devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe par 15 citoyens allemands, dont le président de la Bundesbank, pour en contester la légalité. Ou l'appel signé par 136 économistes allemands qui le jugent « non conforme au droit et économiquement erroné ». Autrement dit, il n'existe toujours pas de véritable volonté commune pour garantir la totalité des dettes publiques. Si, pour l'instant, les OMT ont rempli leur office, c'est parce qu'elles n'ont pas été appliquées, la seule menace de leur utilisation ayant suffi à ramener le calme. Il ne fait cependant aucun doute que des rachats effectifs de dettes en grande quantité feraient renaître d'importantes oppositions dans les pays du Nord, car, sur le fond, les Européens sont toujours en désaccord sur cette question.

Le problème de la zone euro est là tout entier : du fait de leur hétérogénéité, les pays qui la constituent ont des intérêts structurellement

divergents. Regardez la parité actuelle de l'euro : elle peut sembler proche de son niveau d'équilibre, mais cet équilibre global est le résultat d'une moyenne entre une forte surévaluation du change pour l'économie française, aux alentours de 15 %, et une forte sous-évaluation pour l'Allemagne. Il s'ensuit que, si la zone euro a globalement un commerce équilibré avec le reste du monde, cet équilibre global repose en fait sur l'addition de pays fortement excédentaires et de pays fortement déficitaires.

Cela explique-t-il la crise française ?

A.O. : D'abord, laissez-moi remarquer que la notion de crise est elle-même problématique et doit être maniée avec précaution. Rappelons que, cette année encore, les sociétés du CAC 40 ont versé pour 43 milliards d'euros à leurs actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Ce montant est en hausse de 4 % par rapport à 2012. De même, si la très grande masse de la population française voit son pouvoir d'achat stagner depuis une dizaine d'années, les hauts revenus continuent à connaître une croissance rapide, d'autant plus rapide qu'on se situe haut dans la hiérarchie des rémunérations. En résumé, et sans être un gauchiste, la conjoncture est florissante pour les couches les plus fortunées. Il en va tout autrement pour le gros de la population française, comme en témoigne un



AIDONS
L'ARGENT

« SANS ÊTRE GAUCHISTE, LA CONJONCTURE EST FLORISSANTE POUR LES PLUS FORTUNÉS. »

taux de chômage de 10,8 %, au plus près de son record historique de l'après-guerre. Ce chiffre doit être mis en relation avec la situation difficile des PME françaises, comme l'attestent leur inquiétant taux de faillites et la faiblesse de leurs marges. Si vous ajoutez les pertes de marché à l'exportation de l'économie française et son important déficit commercial, nous sommes conduits à nouveau à mettre en cause la parité trop forte de l'euro. Toutes les études convergent pour souligner que, de par notre spécialisation internationale, nos exportations sont bien plus sensibles aux prix que celles des Allemands. C'est là une réalité structurelle. Dans ces conditions, croire qu'il existe une sortie possible par la « dévaluation interne », autrement dit la baisse des salaires, est une erreur. Ne comptions pas les fautes de l'entre-deux-guerres où le maintien d'un franc fort avait asphyxié l'écono-

mie française. Le taux de change est bien l'élément central dans la perte de compétitivité de la France. Ce qui a produit la divergence des coûts entre les pays de la zone euro, ce ne sont pas les salaires qui, au contraire, sont sous contrainte depuis de longues années, mais les écarts d'inflation, accumulés sur une longue période. Si, entre 1999 et 2012, les prix allemands ont augmenté de 10 %, ceux de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal ou de la Grèce se sont envolés de 30 %. En France, la hausse a été de 25 % environ. La France a impérativement besoin d'une dévaluation que les règles actuelles de l'euro lui interdisent.

Vous étiez critique, dès 2002, sur la conception de la monnaie unique. Vous déploriez notamment que la Banque centrale européenne ne suive qu'un seul objectif, la lutte contre l'inflation. Avec

PROTESTATION contre l'évasion et la fraude fiscale. « La situation d'une grande partie des salariés et des PME serait meilleure sans l'euro. »

la crise, son mandat semble avoir évolué. L'euro 2014 est-il le même que l'euro 2002 ? Ce nouvel euro est-il plus solide ?

A.O. : L'euro est une monnaie incomplète parce qu'elle n'est pas adossée à une souveraineté. C'est une monnaie sans autre projet que celui d'être l'instrument fidèle des marchés. Cette conception trouve ses fondements dans la pensée libérale qui n'accorde de légitimité qu'aux seules forces de la concurrence. Comme le disait l'économiste Jacques Rueff, une bonne monnaie est une monnaie muette, c'est-à-dire une monnaie qui s'efface devant l'action des marchés. Telle est la doctrine des concepteurs de l'euro. Et elle est toujours en vigueur. Pourtant, son échec est patent, comme le démontrent les piteuses performances de la zone euro et, plus particulièrement, l'inquiétante chute des investissements. Si l'on regarde du côté de l'insertion internationale de la zone euro, la faillite n'est pas moins totale : depuis la création de l'euro, cette zone a perdu plus de 6 millions d'emplois industriels. L'euro 2014 est tout aussi problématique que celui de 2002.

L'abandon de l'euro est-il donc souhaitable ?

A.O. : Je fais partie de ceux qui considèrent que la situation d'une grande partie des salariés et des PME serait meilleure si la France n'avait pas fait le choix de l'euro, dans la mesure où le pays aurait alors la liberté de dévaluer et de mener des politiques économiques à la hauteur de ses difficultés. Cependant, la sortie de l'euro n'est pas, à mes yeux, une fin en soi. Elle n'a d'intérêt que si elle s'accompagne de mutations politiques et sociales en rupture avec la logique néolibérale. Par ailleurs, s'il existait en France une volonté majoritaire pour sortir de l'euro actuel, elle devrait impérativement se tourner vers nos partenaires pour les convaincre de repenser en commun le cadre de notre coopération. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL LÉVY

* Economiste, directeur de recherche au CNRS.



"AU REVOIR, L'EURO ? BONJOUR, L'INFLATION !"

PAR JEAN-MARC DANIEL*

Certes, il est faux de prétendre que le retour au franc alourdirait la dette publique. En revanche, une inflation forte entraînerait une hausse des taux d'intérêt et affaiblirait l'investissement.

La question de la sortie de la zone euro a ceci de commode que, comme elle est improbable, elle permet à tous les critiques des politiques économiques menées jusqu'ici d'affirmer haut et fort que nous sommes victimes de l'aveuglement européen de nos dirigeants, et de ne pas aller au-delà dans les interrogations sur les raisons du ralentissement de notre croissance.

Que signifierait pourtant la sortie de l'euro ?

Un retour au franc reposerait sur la volonté de récupérer notre autonomie de politique monétaire et notre capacité à déterminer notre taux de change. Ce que montre alors la théorie économique, c'est qu'il faudrait restaurer le contrôle des changes. La population a-t-elle vraiment la nostalgie de l'époque où sa liberté de voyager était limitée par ce type de contrôle ?

Ecartons donc le contrôle des changes et ne gardons que la détermination de la politique monétaire. Le but de la sortie de la zone euro serait de pouvoir laisser filer l'inflation. Ce sont les bienfaits supposés du couple inflation/dévaluation



patrick allard / rea

« RESTAURER LE CONTRÔLE DES CHANGES, LA POPULATION EN A-T-ELLE ENVIE ? »

qui sont au centre des arguments des partisans d'une sortie de la zone euro.

Comme le disait jadis André Bergeron, l'ancien patron de Force ouvrière, l'inflation donne du « grain à moudre ». Mais, à l'époque, les syndicats disaient aussi : « Les prix et les salaires montent en parallèle, mais les prix prennent l'ascenseur et les salaires, l'escalier. »

On peut néanmoins trouver une utilité à l'inflation en ce sens qu'elle efface les dettes, notamment la dette publique. Pour détruire cet argument, certains partisans de l'euro entretiennent une contrevérité tenace qui voudrait que, la

UN TAUX NUL
sur la dette publique
conduirait à un
renchérissement
du crédit pour
les entreprises.

dette publique étant en euros, une sortie de la zone suivie d'une dévaluation alourdirait le montant de la dette publique au lieu de l'alléger. Il n'en est rien, car la dette publique est en monnaie de la France. En ce moment, elle est en euros, mais si nous revenions au franc, elle serait en francs. Toutefois un problème subsiste : 10 % de la dette de l'Etat sont indexés sur les prix, comme autrefois certains emprunts étaient indexés sur l'or. L'alourdissement serait alors redoutable.

En outre, une inflation forte finit par signifier un taux d'intérêt de plus en plus haut. Certains ont une solution : le retour au franc permettrait un retour aux assignats, au financement à taux zéro du déficit budgétaire. Comme les partisans de cette politique se réclament de Maurice Allais, apôtre d'un protectionnisme raisonnable, ils devraient se souvenir que celui-ci a établi que l'optimalité de la croissance repose sur l'égalité entre le taux d'intérêt moyen dans l'économie et le taux de croissance. De ce fait, un taux nul sur la dette publique conduit à un renchérissement du coût du crédit pour les entreprises et à un ralentissement des investissements.

Bonne chose néanmoins, la dévaluation favoriserait nos exportations. Sauf que l'inflation grignoterait nos avantages compétitifs, et la facture pétrolière exploserait dans des proportions qui feraient passer l'écotaxe que dénoncent les « bonnets rouges » pour une anodine ponction. ■

* Economiste, professeur à l'ESCP Europe, expert à l'Institut de l'entreprise.